

**INTERNATIONAL COMPANY
FOR CONSULTING AND AUDITING**

Société d'Expertise Comptable
Inscrite à l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie



**الشركة العالمية
للإستشارة والتدقيق**

شركة خبرة في المحاسبة
مسجلة بهيئة الخبراء المحاسبين بالبلاد التونسية



**Rapports du commissaire aux comptes
sur les états financiers arrêtés
au 31/12/2015**

☎ : (+216) 71 842 350 – 📠 : (+216) 71 891 838 – ✉ : administratif@icca.tn

إقامة حي الحدائق 1 - مدرج ب - شارع آلان سفاري - 1082 تونس Résidence Cité Jardins 1 - Bloc B - Avenue Alain Savary - 1082 Tunis
السجل التجاري، B 24166532010 - المعرف الجبائي، 1169181 H/A/M/000 - الحساب الجاري، 03-116-105-0115-004513-68 البنك الوطني الفلاحي آلان سفاري
R.C. : B 24166532010 - M.F. : 1169181 H/A/M/000 - CCB : 03-116-105-0115-004513-68 BNA ALAIN SAVARY

SOMMAIRE

☐ RAPPORT GENERAL

☐ RAPPORT SPECIAL SUR LES CONVENTIONS

☐ ANNEXES :

- 1- Bilan au 31/12/2015**
- 2- Etat de résultat**
- 3- Etat de flux de trésorerie**
- 4- Notes aux états financiers**

**RAPPORT GENERAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2015**

**Messieurs les membres du conseil d'administration
de l'Autorité de Contrôle de la Micro finance ACM**

1- En exécution de la mission de commissariat aux comptes que vous nous avez confiée, nous vous présentons notre rapport sur le contrôle des états financiers de l'ACM arrêtés au 31 décembre 2015 tels qu'annexés au présent rapport, ainsi que sur les informations et vérifications spécifiques prévues par la loi et les normes professionnelles.

Responsabilité de la direction dans l'établissement et la présentation des états financiers :

2- Nous avons audité les états financiers de l'ACM arrêtés au 31 décembre 2015 et faisant apparaître un total net bilan de 1.392.968 D et un résultat bénéficiaire de 25.773 D
Ces états financiers ont été préparés et présentés sous la responsabilité des organes de direction et d'administration de l'ACM, conformément aux normes comptables généralement admises en Tunisie, aux lois et réglementations en vigueur. Cette responsabilité comprend: la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation sincère d'états financiers ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Responsabilité du commissaire aux comptes

3- Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en Tunisie. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique et de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournies dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états financiers contiennent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En procédant à ces évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation sincère des états financiers afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci.

Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

4- Les états financiers de l'exercice 2015 ont été préparés et présentés conformément aux normes comptables tunisiennes. Ils ont été préparés selon les mêmes méthodes comptables appliquées au cours de l'exercice précédent.

Opinion sur les états financiers

5- A notre avis, les états financiers sont réguliers et sincères et donnent, pour tout aspect significatif, une image fidèle de la situation financière de **l'Autorité de Contrôle de la Micro finance ACM** ainsi que des résultats de ses opérations et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 décembre 2015, conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie.

Vérifications spécifiques

6- Nous avons procédé à la vérification des informations figurant dans le rapport d'activité de l'exercice 2015. Nous n'avons pas d'observations à formuler sur les informations d'ordre comptable contenues dans ce rapport.

7- Conformément à la réglementation en vigueur, nous avons analysé le système de contrôle interne, et nous avons présenté nos remarques et recommandations relatives aux procédures administratives, financières et comptables dans un rapport distinct.

Nous signalons que notre examen des procédures de contrôle interne relatives au traitement de l'information comptable et à la préparation et présentation des états financiers n'a pas révélé d'insuffisances majeures susceptibles d'impacter notre opinion sur les états financiers.

Tunis le, 05 avril 2016

P/ ICCA

Mohamed Khalil ELLOUMI
Associé I.C.C.A

67, Av. Alain Savary Rce Les Jardins I- Bloc B
4ème étage - 1080 Tunis
Tél: 71 842 350 - Fax: 71 891 838

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2015**


**Messieurs les membres du conseil d'administration
de l'Autorité de Contrôle de la Micro finance ACM**

Conformément à la réglementation en vigueur, nous avons l'honneur de vous informer qu'aucune convention entre votre établissement et l'un de ses administrateurs, n'a été portée à notre connaissance.

Par ailleurs, les examens auxquels nous avons procédé n'ont pas révélé d'opérations entrant dans ce cadre.

Tunis le, 05 avril 2016

**P/ ICCA
Mohamed Khalil ELLOUMI
Associé**

International Company for Consulting and Auditing

67.Avenue Alain Savary Rec Les Jardins 1 - Bloc B
4ème étage - 1080 Tunis
Tél: 71 842 350 - Fax: 71 891 838

BILAN

DE L'EXERCICE CLOS LE 31/12/2015
(Chiffres exprimés en dinar tunisien)

ACTIFS	NOTE	31/12/2015	31/12/2014
<u>Actifs non courants</u>			
<u>Actifs immobilisés</u>			
Immobilisations incorporelles	4.1.1	794 438,860	23 442,860
Moins : amortissements immobilisations incorporelles		-96 492,237	-3 764,694
Immobilisations incorporelles		697 946,623	19 678,166
Immobilisations corporelles	4.1.2	224 055,637	192 357,716
Moins : amortissements immobilisations corporelles		-83 617,903	-38 751,012
Immobilisations corporelles		140 437,734	153 606,704
Immobilisations financières	4.1.3	20,000	0,000
Moins : provisions immobilisations corporelles		0,000	0,000
Immobilisations financières		20,000	0,000
Total des actifs immobilisés		838 404,357	173 284,870
Total des actifs non courants		838 404,357	173 284,870
<u>Actifs courants</u>			
Clients et compte rattachés		0,000	0,000
Divers actifs courants	4.1.4	14 688,564	8 151,767
Moins : provisions		0,000	0,000
Divers actifs courants		14 688,564	8 151,767
Placements et autres actifs financiers	4.1.5	300 000,000	650 000,000
Liquidités et équivalents de liquidités	4.1.6	239 874,675	26 593,469
Total des actifs courants		554 563,239	684 745,236
TOTAL DES ACTIFS		1 392 967,596	858 030,106

BILAN

DE L'EXERCICE CLOS LE 31/12/2015
(Chiffres exprimés en dinar tunisien)

CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS	NOTE	31/12/2015	31/12/2014
Capitaux propres			
Fonds de dotation		0,000	0,000
Subventions d'investissements nettes	4.1.7	797 855,665	106 730,008
Résultats reportés		15 295,990	0,000
Total des capitaux propres avant résultat de l'exercice		813 151,655	106 730,008
Résultat de l'exercice		25 773,258	15 295,990
Total des capitaux propres avant affectation		838 924,913	122 025,998
Passifs			
Passifs courants			
Fournisseurs et autres passifs courants	4.1.8	3 800,000	625,864
Autres passifs courants	4.1.9	550 242,683	735 378,244
Concours bancaires et autres passifs financiers		0,000	0,000
Total des passifs courants		554 042,683	736 004,108
Total des passifs		554 042,683	736 004,108
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET DES PASSIFS		1 392 967,596	858 030,106

ETAT DE RESULTAT

DE L'EXERCICE CLOS LE 31/12/2015

(Chiffres exprimés en dinar tunisien)

		31/12/2015	31/12/2014
Produits d'exploitation			
Revenus		0,000	0,000
Subventions d'exploitation	4.2.1	326 980,432	267 239,929
Autres produits d'exploitation	4.2.2	108 788,264	36 887,572
Total des produits d'exploitation		435 768,696	304 127,501
Charges d'exploitation			
Achats divers consommés	4.2.3	9 968,978	10 924,319
Charges du personnel	4.2.4	205 424,316	182 234,692
Dotations aux amortissements et aux provisions	4.2.5	137 594,434	36 887,572
Autres charges d'exploitation	4.2.6	82 780,968	74 081,021
Total des charges d'exploitation		435 768,696	304 127,604
Résultat d'exploitation		0,000	0,000
Charges financières nettes		0,000	0,000
Produits des placements	4.2.7	25 773,258	15 295,990
Autres gains ordinaires		0,000	0,000
Autres pertes ordinaires		0,000	0,000
Résultat des activités ordinaires avant impôt		25 773,258	15 295,990
Impôt sur les bénéfices		0,000	0,000
Résultat des activités ordinaires après impôt		25 773,258	15 295,990
Eléments extraordinaires (Gains/pertes)			
Résultat net de l'exercice		25 773,258	15 295,990
Effets des modifications comptables			
Résultats après modifications comptables		25 773,258	15 295,990

ETAT DES FLUX DE TRESORERIE

DE L'EXERCICE CLOS LE 31/12/2015

(Chiffres exprimés en dinar tunisien)

	(Méthode autorisée)	
	31/12/2015	31/12/2014
	4.3	
<u>Flux de trésorerie liés à l'exploitation</u>		
<u>Résultat net de l'exercice</u>	<u>25 773,258</u>	<u>15 295,990</u>
<u>Ajustement pour :</u>		
- Amortissements et provisions	137 594,434	36 887,572
- Quote part des subventions d'investissement inscrites au résultat	-108 788,264	-36 887,572
<u>Variation des :</u>		
- créances	0,000	0,000
- autres actifs	343 463,203	-657 026,048
- fournisseurs et autres dettes	-181 961,425	165 307,818
Plus ou moins values de cession	0,000	0,000
Transfert de charges	0,000	0,000
Flux de trésorerie affectés à l'exploitation	<u>216 081,206</u>	<u>-476 422,240</u>
<u>Flux de trésorerie liés à l'investissement</u>		
Décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	-802 693,921	-55 841,862
Encaissements provenant de la cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	0,000	0,000
Décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations Financières	-20,000	0,000
Encaissements provenant de la cession d'immobilisations Financières	0,000	0,000
Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissements	<u>-802 713,921</u>	<u>-55 841,862</u>
<u>Flux de trésorerie liés au financement</u>		
Subvention d'investissement	799 913,921	0,000
Remboursement d'emprunts	0,000	0,000
Flux de trésorerie provenant des activités de financement	<u>799 913,921</u>	<u>0,000</u>
Variation de trésorerie	<u>213 281,206</u>	<u>-532 264,102</u>
Trésorerie au début de l'exercice	26 593,469	558 857,571
Trésorerie à la clôture de l'exercice	<u>239 874,675</u>	<u>26 593,469</u>

NOTES AUX ETATS FINANCIERS

NOTE 1- PRESENTATION DE L'ACM :

L'Autorité de Contrôle de la Micro finance « ACM » est créée par l'article 43 du décret-loi n° 2011-117 du 5 novembre 2011 portant organisation de l'activité des institutions de micro finance

Les modalités de fonctionnement de l'Autorité de Contrôle de la Micro finance sont fixées par le décret n°2012-2128 du 28 septembre 2012.

L'ACM est chargé :

- d'instruire les dossiers d'agrément des institutions de micro finance et d'émettre un avis à leurs propos,
- d'informer les institutions de micro finance des décisions d'autorisation prises par le ministre des finances,
- de contrôler sur pièces et sur place les institutions de micro finance, leurs unions et les associations qui ont procédé à la filialisation de leur activité,
- de désigner un administrateur provisoire pour l'institution de micro finance selon des conditions fixées par décision du ministre des finances,
- de prononcer des sanctions administratives, à l'exception du retrait d'agrément, en cas de violation des dispositions du présent décret-loi et de ses textes d'application,
- de prononcer des pénalités, en cas de violation non-respect des dispositions du présent décret-loi et de ses textes d'application, payables au profit du trésor public. Leurs montants sont fixés par arrêté du ministre des finances,
- de proposer, avec justification, au ministre des finances le retrait de l'agrément des institutions de micro finance et de leurs unions,
- de mettre en place un système de centralisation des risques du secteur et de les communiquer aux institutions de micro finance à leur demande, elle peut à cette fin demander aux institutions de micro finance de lui fournir toutes les statistiques et informations lui permettant de suivre le développement de leurs activités. Elle peut également conclure des contrats de partenariat avec des autorités de contrôle similaires pour l'échange d'informations,
- d'émettre son avis au ministre des finances sur la législation relative à la micro finance.

NOTE 2- RESPECT DES NORMES COMPTABLES TUNISIENNES

Les états financiers de l'Autorité de Contrôle de la Micro-finance , relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2015, ont été établis et présentés conformément aux méthodes comptables prévues par les normes comptables tunisiennes et dans le respect des hypothèses sous-jacentes (la continuité d'exploitation et la comptabilité d'engagement) ainsi que les conventions comptables prévues par le cadre conceptuel de la comptabilité financière.

En matière de présentation, l'Autorité de Contrôle de la Micro-finance a opté pour l'établissement de l'état de résultat selon le modèle autorisé et de l'état des flux de trésorerie selon le modèle autorisé. En matière d'information, des détails des comptes et des informations complémentaires sont présentés dans les notes aux états financiers.

NOTE 3- LES BASES DE MESURE ET METHODES COMPTABLES PERTINENTES

Les éléments inscrits en comptabilité sont évalués par référence à la convention comptable du coût historique.

3-1- *Les subventions d'investissement :*

Elles sont constituées par les subventions publiques reçues en numéraires et par les subventions en nature reçues de « GIZ ». Celles-ci sont évaluées à la valeur vénale des actifs sur la base des factures correspondantes.

Les subventions d'investissement relatives à des actifs amortissables, sont prises en compte dans les résultats pendant les exercices où sont constatées les charges d'amortissement liées à ces actifs, et ce proportionnellement à ces charges d'amortissement.

3-2- *Les subventions d'exploitation :*

Les subventions d'exploitation reçues de l'Etat sont destinées à couvrir les charges d'exploitation. Elles sont comptabilisées en « produits » au cours de l'exercice qui enregistre ces charges.

A la fin de l'année, considérant l'hypothèse que l'excédent non utilisé de la subvention afférente à une année devra être imputé sur le budget de ou des année (s) suivante (s) (il n'est donc ni restituable, ni acquis définitivement au titre de l'année de référence), et conformément à la convention de rattachement des charges aux produits, la partie non utilisée d'une subvention afférente à une année considérée est reportée à l'exercice suivant. A cet effet, la partie non utilisée est déduite des produits de cette année et est comptabilisée dans un compte de passif «subventions reçues d'avance».

Par hypothèse, la partie non utilisée est calculée par la différence entre **(1)** les produits provenant des subventions d'exploitation majorés de la quote-part des subventions d'investissement transférée dans le résultat de l'exercice et **(2)** le total des charges de l'exercice, y compris les charges d'amortissement et de provision.

Régime fiscal de l'ACM

Le régime fiscal de l'ACM est précisé par la lettre du DGELF en date du 08/01/2013 qui précise que:

- En matière d'impôts sur les bénéfices : L'ACM se trouve hors champs d'application de l'impôt sur les sociétés conformément à l'article 45 du code de l'IRPP et de l'IS
- En matière de TVA : Les opérations réalisées par l'ACM ne sont pas soumises à la TVA. Toutefois, elle applique la retenue à la source au taux de 50% du montant de la TVA conformément à l'article 19 bis du code de la TVA

NOTE 4- NOTES SUR LE BILAN, L'ETAT DE RESULTAT ET L'ETAT DES FLUX DE TRESORERIE

4.1- Notes sur le bilan

4.1.1- Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles s'élèvent à un total brut de 794.439 D au 31/12/2015 contre 23.443 D au 31/12/2014. Soit une augmentation de 770.996 D.

La valeur nette des immobilisations incorporelles s'élève à 697.947 D au 31/12/2015 et se détaille comme suit :

Désignation	Valeur brute au 31/12/2015	Amort. au 31/12/2015	Valeur nette au 31/12/2015
Licence	6.616	4.032	2.584
Licence subventionné par GIZ	863	601	263
Site web subventionné par GIZ	17.450	6.724	10.726
Logiciels	1.294	73	1.220
Logiciels subventionnés par GIZ	14.893	1.360	13.533
Centrale des risques (*)	753.323	83.703	669.620
Total	794.439	96.492	697.947

(*) Conformément à l'article 43 du Décret-loi n°2011-117 du 5 novembre 2011 portant organisation de l'activité des institutions de microfinance, l'ACM a mis en place en 2015 un système de centralisation des risques du secteur et d'information des institutions de microfinance.

Ce système a été financé par la GIZ et la Banque mondiale comme suit :

Financier	Montant
GIZ	256.683
La Banque Mondiale	496.640
Total	753.323

De même, l'ACM a conclu le 15/05/2015 avec la Banque Centrale de Tunisie un protocole d'accord qui a pour objet :

- la définition d'un cadre de coopération entre les parties en vue de mettre en place la Centrale des risques de la microfinance
- l'hébergement physique et virtuel de cette centrale à la BCT
- l'échange de données entre la BCT et l'ACM dans la limite des textes législatifs et réglementaires permettant à chacune d'elles de réaliser ses missions

Selon ce protocole d'accord, l'ACM supportera :

- l'achat, l'installation, la maintenance et la désinstallation de tout équipement nécessaire à l'accomplissement des prestations des parties
- le paiement de tout service rendu par des tiers et liés à l'administration du service
- les frais, redevances et coûts liés au raccordement de la Centrale des risques de la microfinance avec les institutions de microfinance.

4.1.2- Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles s'élèvent à un total brut de 224.056 D au 31/12/2015 contre 192.358 D au 31/12/2014. Soit une augmentation de 31.698 D.

La valeur nette de ses immobilisations s'élève à 140.438 D et se détaille comme suit :

<i>Désignation</i>	<i>Valeur brute au 31/12/2015</i>	<i>Amort. au 31/12/2015</i>	<i>Valeur nette au 31/12/2015</i>
Equipements de bureau	25.869	4.366	21.503
Matériel informatique	11.004	8.306	2.698
Matériel de transport	94.460	35.806	58.654
Equipements de cuisine	92	92	0
Equipements de bureau subventionné par GIZ	48.622	10.901	37.721
Matériel informatique subventionné par GIZ	42.252	23.786	18.466
Equipements de cuisine subventionnés par GIZ	1.757	361	1.396
Total	224.056	83.618	140.438

4.1.3- Immobilisations financières

Les immobilisations financières s'élèvent à un total brut de 20 D. Il s'agit d'un cautionnement.

4.1.4- Autres Actifs courants

Les autres actifs courants totalisent 14.689 D au 31/12/2015 contre 8.152 D au 31/12/2014, soit une augmentation de 6.537 D.

Les autres actifs courants au 31/12/2015 se détaillent comme suit :

<i>Désignation</i>	<i>31/12/2015</i>
Fournisseurs-avances et acomptes	100
Produits à recevoir (revenu de placement 2015)	453
Charges constatées d'avance (1)	14.135
Total	14.689

(1) Les charges constatées d'avance se détaillent comme suit :

<i>Désignation</i>	<i>31/12/2015</i>
Assurance	1.771
Loyer	2.965
Frais internet	5.198
Tickets restaurant	3.800
Stocks bons carburants	401
Total	14.135

4.1.5- Placements et autres actifs financiers

Les placements et autres actifs financiers s'élèvent à 300.000 D au 31/12/2015 contre 650.000 D au 31/12/2014.

Ils proviennent des subventions encaissées mais non encore utilisées.

4.1.6- Liquidités et équivalents de liquidités

Les liquidités et équivalents de liquidités s'élèvent à 239.875 D au 31/12/2015 contre 26.593 D au 31/12/2014, soit une augmentation de 213.281 D.

Les liquidités et équivalents de liquidités au 31/12/2015 se détaillent comme suit :

<i>Désignation</i>	<i>31/12/2015</i>
Banque BH	239.460
Caisse	415
Total	239.875

4.1.7- Subventions d'investissement nettes

Elles s'élèvent à 797.856 D au 31/12/2015 contre 106.730 D au 31/12/2014 et se détaillent comme suit :

Désignation	Au 31/12/2015
Subventions investissements GIZ (Equipement de bureau et matériel informatique) (1)	125.837
Subventions publiques (2)	70.000
Subvention investissements (Centrale des risques) (3)	753.323
Total subventions investissement	949.160
Subventions investissement inscrites aux résultats	-151.304
Subventions d'investissement nettes	797.856

(1) Il s'agit des équipements de bureau et matériels informatiques reçus de GIZ valorisés sur la base des factures d'acquisition correspondantes et se détaillent comme suit :

Désignation	Montant
Site web, Licence et Logiciels	33.206
Equipements de bureau	48.622
Equipements de cuisine	1.757
Matériels informatiques	42.252
Total	125.837

(2) Il s'agit des subventions d'investissements (titre II) au titre de l'année 2012 encaissées en 2013 et se détaillent comme suit :

Désignation	Montant	Date de versement
Subvention pour acquisition matériels de transport	50.000	05/02/2013
Subvention pour acquisition équipements	20.000	05/02/2013
Total	70.000	

(3) Il s'agit de la quote-part de GIZ et de la banque mondiale dans le financement de la centrale des risques de la micro-finance

4-1-8- Fournisseurs et comptes rattachés :

Le solde des fournisseurs et comptes rattachés s'élève à 3.800 D au 31/12/2015 contre 626 D au 31/12/2014. Soit une augmentation de 3.174 D.

Le solde des fournisseurs et comptes rattachés se détaille comme suit :

Désignation	31/12/2015
Société Bonus	3.800
Total	3.800

4-1-9- Autres passifs courants :

Les autres passifs courants s'élèvent à 550.242 D au 31/12/2015 contre 735.378 D au 31/12/2014, soit une diminution de 185.936 D.

Les autres passifs courants au 31/12/2015 se détaillent comme suit :

Désignation	31/12/2015
Personnel-Rémunérations dues	3.063
Personnel- Charges à payer	3.081

Etat- Impôts et taxes		6.581
CNRPS		319
Charges à payer	(1)	10.380
Subventions perçues d'avance	(2)	526.818
Total		550.242

(1) Les charges à payer se détaillent comme suit :

Désignation	31/12/2015
Honoraires assistance comptable 2015	5.376
Honoraires réviseur comptable 2015	3.000
Frais télécommunication	1.970
Total	10.380

(2) Les subventions perçues d'avance se détaillent comme suit :

Désignation	Montant	Date de versement
Subvention d'exploitation au titre de 2012	80.000	25/01/2013
Subvention d'exploitation au titre de 2013	500.000	04/12/2013
(-) Total des charges de l'année 2013	-114.589	
(+) quote-part subvention d'investissement 2013	5.628	
Subvention reportée à l'année 2014	471.039	
Subvention d'exploitation au titre de 2014	500.000	09/12/2014
(-) Total des charges de l'année 2014	-304.127	
(+) quote-part subvention d'investissement 2014	36.888	
Subvention à reporter à l'année 2015	703.800	
Subvention d'exploitation au titre de 2015	150.000	15/12/2015
(-) Total des charges de l'année 2015	-435.769	
(+) quote-part subvention d'investissement 2015	108.788	
Subvention à reporter à l'année 2016	526.818	

4.2- Notes sur l'état de résultat

4.2.1- Subventions d'exploitation

Les produits d'exploitation s'élèvent à 326.980 D en 2015 contre 267.239 D en 2014, soit une augmentation de 59.741 D.

Ce montant se détaille comme suit :

Désignation	Montant	Date de versement
Subvention d'exploitation reportée de 2014	703.800	31/12/2014
Subvention d'exploitation au titre de 2015	150.000	15/12/2015
Subvention d'exploitation à reporter à 2016 (perçue d'avance)	-526.818	
Subvention représentant le revenu de 2015	326.980	

4.2.2- Autres produits d'exploitation

Les autres produits d'exploitation, qui s'élèvent à 108.788 D, sont constitués de la quote-part des subventions d'investissement transférée dans le résultat de l'exercice. Elle correspond au montant de la dotation aux amortissements de l'année.

4.2.3- Achats divers consommés

Le solde des achats divers consommés s'élève à 9.969 D en 2015 contre 10.924 D en 2014, soit une diminution de 955 D.

Les achats d'approvisionnements consommés se détaillent comme suit :

Désignation	2015	2014	Variation
Carburant	9.420	8.588	832
Fournitures de bureau	32	1.878	-1.846
Achats divers	432	458	-26
Eau	85	0	85
Total	9.969	10.924	-955

4.2.4- Charges du personnel

Les charges du personnel s'élèvent à 205.424 D en 2015 contre 182.235 D en 2014, soit une augmentation de 23.190 D. Elles se détaillent comme suit :

Désignation	2015	2014	Variation
Salaires du personnel	174.602	159.692	14.910
Charges sociales légales	25.591	18.774	6.817
Avantages en nature (tickets restaurant)	5.231	3.769	1.462
Total	205.424	182.235	23.190

4.2.5- Dotations aux amortissements et aux provisions

Les dotations aux amortissements et aux provisions s'élèvent à 137.594 D en 2015 contre 36.888 D en 2014, soit une augmentation de 100.707 D. Elles représentent les dotations aux amortissements de l'année.

4.2.6- Autres charges d'exploitation

Le solde des autres charges d'exploitation s'élève à 82.781 D en 2015 contre 74.081 D en 2014, soit une augmentation de 8.700 D.

Les autres charges d'exploitation se détaillent comme suit :

Désignation	2015	2014	Variation
Loyer	35.493	33.887	1.606
Entretiens et réparations	2.853	1.143	1.710
Assurance	2.688	1.724	964
Etudes, recherches et divers sces ext.	452	0	452
Rémunérations d'intermédiaires	8.446	7.240	1.206
Publications journaux	498	714	-216
Frais déplacement et missions	2.067	2.922	-855
Frais de réception	520	257	263
Frais de télécommunication et internet	9.102	8.665	437
Jetons de présence	11.200	12.200	-1.000
Services bancaires	280	274	6
FOPROLOS	1.627	1.234	393
Droit d'enregistrement et de timbre	360	339	21
Taxes/véhicules	673	390	283
Autres droits (R/S sur placements)	5.064	3.092	1.972
Autres sces exterieurs LMC	1.456	0	1.456
Total	82.781	74.081	8.700

4.2.7- Produits des placements

Les produits des placements s'élèvent à 25.773 D en 2015 contre 15.296 D en 2014, soit une augmentation de 10.477 D.

4.3- Notes sur l'état des flux de trésorerie

L'état des flux de trésorerie a été établi selon la méthode indirecte (modèle autorisé).

L'état des flux de trésorerie au titre de l'exercice 2015 montre ce qui suit :

La trésorerie au début de l'exercice s'élève à :	26.593
La trésorerie affectée aux activités d'exploitation s'élève à :	216.081
la trésorerie affectée aux activités d'investissement s'élève à :	-802.714
la trésorerie affectée aux activités de financement s'élève à :	799.914
La trésorerie est positive au 31/12/2015. Elle s'élève à :	<u>239.875</u>

4.4- Eventualités et événements survenant après la date de clôture

Aucun événement significatif, de nature à affecter l'activité et la situation financière de l'autorité de contrôle de la micro-finance, n'est intervenu depuis la date de clôture.